

Par Jack Dion

Le service public expédié en poste restante

Dans *Jour de fête*, de Jacques Tati, on assistait aux pérégrinations hautes en couleur d'un postier qui effectuait sa tournée facétieuse à vélo. A l'époque, on n'avait pas besoin d'expliquer aux agents de feu les PTT qu'ils avaient pour mission d'entretenir le « lien social », comme on dit aujourd'hui. A l'instar de M. Jourdain pratiquant l'art de la prose à l'insu de son plein gré, ils faisaient du « lien social » sans le savoir, et gratuitement par-dessus le marché, vu que l'esprit du service public avait encore la cote.

Aujourd'hui, le courrier est électronique, la distribution des lettres est considérée comme aléatoire, certains bureaux ont été déplacés dans des boulangeries, et les effectifs des postiers ont fondu comme une motte de beurre au soleil de Provence. En vertu de quoi La Poste a décidé de surfer sur la vague du mercantilisme pour

prendre le virage du service à tarif réglementé, confirmant que l'esprit du privé a le vent en poupe.

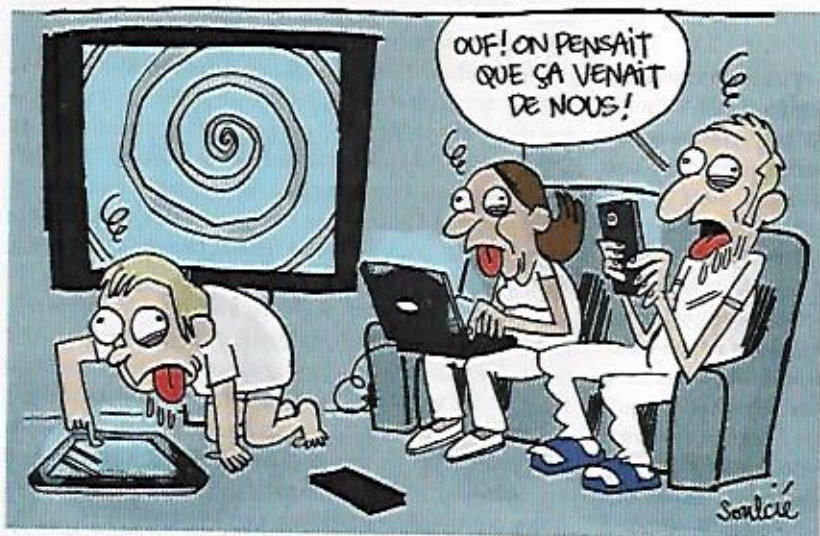
Ainsi, le groupe La Poste a créé une entreprise baptisée Veiller sur mes parents. Cela sent bon l'esprit de famille et l'humain. Dans les faits, il s'agit d'un système de téléassistance fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept destiné à s'enquérir de la bonne santé des personnes âgées demeurées à leur domicile – à condition de donner son numéro de carte bancaire au passage. Un cadre parisien pourra donc faire surveiller ses parents vivant en province comme il surveille sa résidence secondaire via une boîte de téléassistance. En échange d'un abonnement, il aura l'assurance que ses géniteurs auront droit à la visite courtoise et régulière de l'agent de la poste du coin. Il recevra ensuite un compte rendu détaillé des visites sur son smartphone,

afin d'être rassuré et d'avoir la conscience tranquille. Pour une visite par mois, c'est 19,90 € (offre de lancement...). Pour six visites par semaine, on passe à 139,90 €. La sécurité d'âme, ça se paie.

Jadis, veiller sur les anciens, à la campagne, était un réflexe ancestral. Tout le monde se connaissait. Il existait un système d'entraide naturelle, dans lequel le facteur et l'épicier du village tenaient une place de choix. On était dans la « décence commune » chère au philosophe Jean-Claude Michéa, tant détesté par les intellos urbains qui ne connaissent de la campagne que leur lieu de villégiature. En effectuant leur tournée, les facteurs prenaient des nouvelles des particuliers fragilisés par l'âge, la maladie ou la solitude. Ils en profitaient pour parler de la pluie et du beau temps, de la santé des enfants, de l'état du jardin, des derniers potins du village, sans oublier les problèmes de santé. Parfois, ils donnaient tel ou tel conseil.

LE COUP DE CRAYON DE SOULCIÉ

LES ÉCRANS RENDENT LES ENFANTS CONS



Si elle n'a pas entièrement disparu, cette réalité a subi les ravages de l'époque.

Certes, nul ne propose d'en revenir à la France du rouet, de la lampe à huile et de la charrue. Reste qu'avec la mondialisation les villages se sont vidés, les agriculteurs se sont appauvris, d'autres ont déposé leurs outils, les usines du coin ont fermé pour cause de délocalisation, les rares lieux dévolus à la culture ont mis la clé sous la porte, les bureaux de poste ont baissé le rideau de fer, les médecins se sont raréfiés, les écoles se sont éloignées, et les commerces de proximité n'ont pas résisté à l'invasion des géants de la distribution. Pour certains, vivre et travailler au pays est désormais aussi facile que d'escalader la face nord de l'Everest avec une paire de tongs aux pieds.

Au fil des ans, la France a vu se multiplier ces zones fragilisées par l'exil des populations et la misère de ceux qui ne

UN PAYS INGOUVERNABLE

La République en marche a, certes, obtenu la majorité absolue à l'Assemblée, mais une abstention record, inquiétante à plus d'un titre, a tout de même gâché la fête. Les députés, anciens et « modernes », vont devoir maintenant se mettre au travail, face à une opposition qui, peu à peu, s'est réduite à peau de chagrin - PS et LR en tête - et une percée, modeste, soit, mais bien réelle, de La France insoumise et du Front national.

Néanmoins, dès les premiers résultats connus, on a déjà pu

déceler chez certains la volonté de mettre au plus vite des bâtons dans les roues de ceux qui sont appelés à nous gouverner. « Combat », « lutte », « résistance », sont autant de termes qui ont été aussitôt jetés en pâture ! Finalement, on a eu la fâcheuse impression que la France, malgré l'élection d'un nouveau président et la désignation d'une nouvelle chambre, demeurerait ce pays quasiment ingouvernable et plein de contradictions, où le verbe l'emportait bien trop souvent sur les actes !

Incorrigible pays, dont le sort demeure incer-

tain à bien des égards... Alors que des réformes urgentes sont à mettre en place, qui demandent un minimum de compréhension et de solidarité de la part de nos élus, la foire aux ego et les joutes verbales, le plus souvent stériles, ont rapidement pris le dessus. Au bout du compte, cela ne laisse rien augurer de bon pour les mois et les années à venir, trop de légèreté affichée représentant un vrai danger pour notre démocratie... Pour retrouver sa place dans le concert des nations, elle a grand besoin, en effet, de changer de partition ! ■

CLAUDE GISSELBRECHT

peuvent pas (ou ne veulent pas) partir. Parallèlement (et ceci n'est pas sans rapport avec cela), le FN réalise des scores détonants dans des régions où sont venus s'installer des ex-urbains obligés de fuir la ville en raison de la flambée de l'immobilier. Bref, ceux qui sont assignés à domicile ont été rejoints par ceux qui sont contraints à l'exode intérieur.

Vaille que vaille, les uns et les autres ont dû s'adapter à un environnement où la notion de service public est passée à la Moulinette, où le fonctionnaire est consi-

MAINTENANT, ON PROPOSE AUX FACTEURS DE SE TRANSFORMER EN ASSISTANTES SOCIALES OU EN INFIRMIERS.

déré comme un privilégié. Maintenant, on propose aux facteurs de se transformer en assistantes sociales ou en infirmiers, et de faire payer leurs services, car la gratuité n'est plus de saison. Demain, on leur demandera peut-être d'accompagner les vieux pour la promenade ou de les laver, moyennant une augmentation des tarifs, bien entendu.

De ce point de vue, l'entreprise Veiller sur mes parents n'est que la partie émergée de l'iceberg. Dans le modèle social à la française, le service public avait une place centrale. C'est lui qui assurait un maillage du territoire relativement équilibré. Dès lors qu'il s'agit de s'adapter aux normes édictées par l'Europe, avec la rentabilité comme vertu suprême et la « libre concurrence » (qui n'est pas) comme principe cardinal, le remue-ménage est de rigueur.

Voilà comment le tissu social s'est effiloché. Des régions entières sont transformées en territoires perdus de la République. Elles sont asphyxiées par le manque de moyens et la logique de l'argent fou qui est l'ennemi du service public. Désormais, tout s'achète et tout se vend, y compris la visite du facteur aux personnes âgées, dont nul ne sait si elle passera comme une lettre à la poste. ■

L'art de la com

Les chaînes d'info en continu (très pro-Macron) ont consacré beaucoup (trop) de temps à l'élection de Mounir Mahjoubi, le secrétaire d'Etat chargé du Numérique, élu à Paris, devenu le nouveau symbole de « l'intégration ». Pourtant, à y regarder de plus près, au temps de Manuel Valls, il y avait à deux postes très importants deux femmes issues de l'immigration maghrébine, Najat Vallaud-Belkacem et Myriam El Khomri. Je trouve donc que c'est un net recul pour la représentativité des minorités. Mais ne comptons pas sur les médias pour nous expliquer cela. Tout est génial dans le monde merveilleux de Macron. Pourtant, les faits sont là, implacables : pas un homme ou une femme issu du multiculturalisme à un poste ministériel essentiel. Et ça, les communicants de Macron, Mounir Mahjoubi ou pas, auront du mal à nous l'expliquer. ■ DANIEL SCETTINO, RENNES

Eloge des néophytes

L'idée du président Emmanuel Macron de sélectionner pour les législatives un grand nombre de candidats n'ayant aucune expérience politique était excellente. Elle a charmé beaucoup d'électeurs, qui se sont dit au moment de voter pour le candidat de La République en

marche : « *S'il peut le faire, je le peux aussi.* » L'autre impact positif pour le président est que ces néophytes seront plus dociles à mener que des députés aguerris. Ils seront donc peu nombreux à s'opposer aux réformes macroniennes. ■

SYLVIO LE BLANC, MONTRÉAL

charline vanhoenacker

alex vizorek - guillaume mourice

si tu écoutes, j'annule tout

du lundi au vendredi à 17h

avec tous les jeudis à 17h40

«les coups de cœur littéraires»

de Clara Dupont-Monod, directrice

adjointe de la rédaction de Marianne

intervenez